

L'excellence environnementale : remontée des débats

Eco industrie

- penser toute activité économique avec le critère social et environnemental
- construire tout l'immobilier public avec la norme HQE
- utiliser le levier de la fiscalité pour changer les comportements
- limiter le taux de la TVA pour encourager les éco industries
- préparer l'après pétrole en développant les énergies nouvelles, le transport collectif
- appliquer le principe de pollueur payeur
- rétablir la vérité sur les coûts de transport
- encouragement au transport ferroviaire ;
- pour traiter le problème du réseau ferré, considérer l'endettement de l'état sur les réseaux routiers
- revenir sur la politique de privatisation : maintenir un service public fort sous contrôle de l'état
- la décentralisation risque de créer des inégalités régionales
- développer les économies d'énergie individuelles
- démarche collective avec incitation de l'état : les services publics doivent se fixer des objectifs de réduction des consommations énergétiques (des villes se sont lancées dans des audits énergétiques) ex d'Yzeure : sur le chauffage des 2 gymnases, investissements plus chers pour obtenir des économies d'énergie
- les services publics doivent être contrôlés par une politique énergétique (EDF a gaspillé et implanté le nucléaire)
- résoudre le problème des familles qui ne peuvent pas acheter des appareils de classe A en diminuant les prix
- taxe carbone sur les énergies fossiles
- faire des recherches sur des moteurs qui ne dégagent pas de CO2
- taxer les voitures polluantes
- sur le solaire, depuis 25ans, aide de la région pour investissement dans les chauffe-eaux solaires et pour les entreprises agréées
- photo voltaïque : exemple du tramway de Clermont Fd : installations pour réinjecter le courant sur le circuit
- la volonté d'EDF n'est pas toujours réelle : l'ADEME rejette le géothermique
- les institutions nationales sont à motiver
- retrouver, dans le pacte présidentiel, l'engagement de baisser la part du nucléaire à 50%
- les investissements sur les voies ferrées doivent être nationaux

Changer l'agriculture

- le thème de la décentralisation mérite une surveillance de l'état
- l'état doit s'affirmer en matière d'environnement et imposer une agriculture plus respectueuse de l'environnement
- Mme Royal a été une bonne ministre de l'environnement et on peut lui faire confiance dans ce domaine (commerce juteux des traitements des déchets)
- en Allier, sur l'élevage, les laboratoires de recherche ont permis de maîtriser le problème de la vache folle (expérience Mairal, Chambefort au conseil général)
- les surfaces agricoles de la France ne suffiront pas à nourrir la population :
- une filière à encourager : utiliser une énergie agricole qui fonctionnent très bien dans les pays nordiques depuis 20ans : le méthane à partir de déchets

- les enjeux agricoles sont européens et même mondiaux : c'est un enjeu de société pour les années à venir
 - Le code des marchés publics favorise les grands groupes , les fermes les plus polluantes touchent le plus de subventions
 - Nécessité de tout remettre à plat au niveau agricole
 - Gestion directe des collectivités locales pour la restauration la meilleure
- travailler sur les habitudes alimentaires des consommateurs
- la loi doit jouer un rôle important et contrôler ce que font les régions

Santé : principe de précaution

- appropriation des découvertes en ce qui concerne la recherche animale ou végétale : les brevets doivent être des biens collectifs
- faire un bilan énergétique et environnemental des pesticides
- des collectivités ont fait le choix de réduire l'emploi des pesticides
- mieux former et informer les jeunes générations d'agriculteurs
- refuser de consommer des OGM qui ont dans leur chaîne ADN des pesticides
- refuser de consommer des plantes dans lesquelles on a introduit insecticides, désherbants, round-up
- nécessité de contrôle réel
- nécessité d'intégrer la politique environnementale dans tous les ministères

Sur l'eau

- une collectivité peut gérer l'eau : budget séparé
- prix de l'eau pénalisant pour les familles modestes
- incitation et encouragement à l'économie d'eau(économiseurs, tarifs dégressifs ...)
- faire évoluer la législation
- mieux prendre en considération les représentants des usagers et des petites collectivités : représentation à égalité de l'effort financier
- trouver des pistes sur le recyclage, l'éco taxe et à travers l'économie solidaire
- se mobiliser pour imposer une taxe aux pays qui ne respectent pas le protocole de Kyoto
- remettre en cause notre modèle de développement
- nécessité pour l'union européenne de développer des règles

En conclusion, Ségolène Royal a des convictions ; elle est également expérimentée et on peut lui faire entièrement confiance pour le pari de l'excellence environnementale.

Il est important de parler de nos propositions dans les cafés Ségolène

Rédigé par Marie Pierre Caillaud et Dominique Tajana

